



N° 22
Juin 2020

Nom de l'organisation:
USR CGT 37
18, rue de l'Oiselet
37550 SAINT AVERTIN
Tel : 02 47 38 53 81

www.ud37.cgt.fr

Édité par l'Union Syndi-
cale des Retraités CGT
D'Indre et Loire

Directeurs de publication:
Patrick FRESNE et
Isabelle DAVID

N° ISSN: 2275-4261

SOMMAIRE

Page 1 : Editorial

Page 2 : le jour d'après n'est pas
la résignation

Page 3 : le jour d'après je veux
et les brèves

Page 4 : juin 1936 : les 40h et les
1^{er} congés payés

Page 5 : le programme du CNR :
des idées neuves toujours d'ac-
tualités

Page 6 et 7 : et maintenant
quelles perspectives ?/hom-
mage à Cécile Rol-Tanguy

Page 8: sports/loisirs/culture

Composition et mise en page du
journal :
Michel PINEAU

Le lien des retraités d'Indre et Loire

Editorial

Patrick FRESNE
Co-Secrétaire de l'USR CGT 37

APRES AVOIR COMBATTU LE VIRUS, COMBATTONS LA REGRESSION SOCIALE.

Après trois mois de confinement où nous avons tous ensemble lutté contre la COVID-19, les revendications ne sont pas restées confinées. Il apparaît de plus en plus évident que nous sommes bel et bien à la croisée des chemins. Deux mondes s'affrontent. D'un côté le monde de la finance avec son cortège de malheurs humains et de ravages écologiques qui sont à l'origine de catastrophes sanitaires ou « naturelles ». De l'autre le monde nouveau que nous voulons construire sur la base de la réponse aux besoins humains sur toute la planète dans un développement durable, solidaire et respectueux de notre avenir et par conséquent celui de nos enfants et petits-enfants.

Patronat et gouvernement ont décidé d'accélérer la destruction de notre modèle social et la casse de notre tissu industriel, y compris en utilisant les milliards déversés par l'état sur les entreprises du CAC40 sans aucune contrepartie. Ils ne rêvent que d'une chose : Revenir au monde d'avant mais en pire en montrant le plus grand cynisme vis-à-vis des français. Licenciements annoncés chez Renault, dans l'aéronautique, poursuite de la casse de notre système de santé dans toutes ses composantes, instauration d'un état d'urgence pour restreindre toujours plus les libertés, ordonnances visant à donner les pleins pouvoirs aux employeurs pour revenir sur de nombreux conquits sociaux, en particulier sur le temps de travail. Etc. etc., la liste est longue.

Mais face à cette attaque en règle, les salariés, les privés d'emploi, les retraités ont choisis le chemin de la lutte. Dès le premier mai, dans des conditions inédites, les salariés se sont mobilisés pour exprimer leurs revendications. Dès le premier jour du déconfinement des personnels de nombreux hôpitaux étaient en grève rejetant massivement l'insulte que leur fait le gouvernement en leur octroyant une médaille. Les tourangeaux se sont rassemblés en nombre le 27 mai pour exiger une autre politique de santé. Dans de nombreuses villes, des manifestations massives se sont déroulées contre les violences policières en écho aux manifestations aux USA. Nous pourrions citer les salariés des EPHAD, ceux d'Amazon, de MacDo et bien d'autres encore.

Le gouvernement est aux abois et compte s'en tirer par le mensonge comme il a tenté de le faire pendant le confinement, mais aujourd'hui il ne trompe plus grand monde.

Le facteur déterminant va être le nombre de personnes de tous âges et de toutes catégories qui seront en capacité de se mobiliser sur des objectifs communs dans un grand « tous ensemble » porteur de progrès social pour tous.

MACRON A OFFERT DES MEDAILLES. OFFRONS-LUI SON REVERS !

Découvrez le site de l'Union
Confédérale des Retraités CGT :
<http://www.ucr.cgt.fr/>

Le lien des retraités d'Indre et Loire

Le jour d'après n'est pas à la résignation

2 mois après le début du confinement et au commencement du déconfinement l'état d'esprit est loin, très loin semble-t-il d'être à la résignation. Ces 2 mois passés ont mis au grand jour les ravages des politiques menées depuis des décennies où l'argent roi et les profits ont été privilégiés à la réponse aux besoins humains. Jamais les inégalités n'ont été aussi criantes. D'un côté les entreprises du CAC40 qui vont gaver leurs actionnaires de dividendes et de l'autre les salariés, les retraités, les privés d'emplois qui subissent de plein fouet la pandémie tant du point de vue sanitaire que de leur condition d'existence.



Quel cynisme de voir SANOFI qui s'engraisse sur la maladie verser 4 milliards de dividendes et en plus sélectionner qui aura droit au vaccin !

Quel cynisme de voir TOTAL un des plus gros pollueur mondial en faire autant !

Quel cynisme de voir RENAULT bénéficiant d'un crédit garanti par l'état de 5 milliards d'euros annoncer la fermeture de 4 sites en France !

Et on pourrait tous les passer en revue pour savoir à qui décerner la palme d'or de l'immoralité. Il y a beaucoup de concurrents sur la ligne de départ.

En attendant, l'hôpital crève, on manque de toutes les protections élémentaires, on envoie les salariés sans protection au front pour restaurer le taux de profit. Le gouvernement profite de la situation pour instaurer un état d'urgence dit sanitaire et ainsi se

donner la possibilité de légiférer par ordonnances et restreindre les libertés dans les entreprises et pour tous les citoyens. Mais une fois ce constat fait, on ne peut pas dire que l'heure soit à la résignation. En effet, depuis le début de cette période des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour dénoncer cette situation.

La CGT durant toute cette période est restée mobilisée permettant par son action que les prétentions patronales et gouvernementales soient limitées au maximum. Face aux attaques tous azimuts du patronat et du gouvernement, nous avons plus que jamais besoin d'actions et d'actions les plus fortes et visibles possibles. Dès le 1^{er} mai, la CGT avec de nombreux salariés s'est manifestée sous les formes les plus diverses. Malgré les circonstances, ce fût un réel succès.



C'était une première en mode confiné qui doit nous permettre de réinvestir la rue maintenant que nous sommes déconfinés.

Des actions se développent d'ores et déjà dans de nombreux secteurs sous des formes diverses y compris par la grève. Sur notre département, la CGT a proposé aux autres organisations syndicales d'organiser un

encerclement du Champ Girault le 27 mai.



Un premier RDV de lutte après le déconfinement

Ne laissons pas aux tenants du capital le soin de mettre en œuvre « les jours heureux » comme ils voudraient vivement le faire pour les financiers. Loin du consensus voulu par Macron et qui visiblement n'aura duré que le temps de l'annonce, c'est à un véritable bras de fer auquel nous sommes confrontés. Les choix de société sont de plus en plus clairs. Soit la recherche du profit maximum, soit la réponse aux besoins sociaux de la population et cela avec un mode de développement durable permettant aux générations qui nous succéderont de vivre mieux que la notre et ainsi de suite.

C'est le sens de l'humanité. Le simple énoncé de ce bras de fer montre la hauteur des enjeux qui sont devant nous en sachant que nous avons devant nous un adversaire prêt à tout mais qui ne pourra rien devant la puissance du monde du travail rassemblé.

Patrick Fresne

EHPAD, consignes de confinement impossible à réaliser.

Macron a demandé que les résidents des EPHAD soient confinés et prennent leurs repas dans leur chambre.

Dans de nombreux établissements, le service des repas en chambre ne peut être assuré. Les personnes âgées valides doivent se restaurer dans la salle commune.

Pour mettre en place les mesures préconisées, il faudrait arrêter de réduire le personnel dans les EPHAD et autres établissements.

Maryse LUCON

Le lien des retraités d'Indre et Loire

« Le jour d'après je veux : »

La CGT a décidé de mettre en débat nos propositions à quelque niveau que ce soit. Les propositions de la CGT peuvent paraître parfois comme des utopies, irréalistes, c'est précisément tout l'enjeu de la bataille des idées qui se joue en ce moment et pour laquelle le pouvoir jette toutes ses forces dans la bataille. Mais qui aurait pu penser il y a trois mois que l'idée d'un système de santé 100% public soit une idée qui soit de plus en plus portée dans les actions. Qui aurait pu penser il y a trois mois que l'état devait se réapproprier toute la filière du médicament et des matériels liés à la santé y compris en produisant sur notre sol ce dont nous avons besoin afin de garantir notre indépendance. Qui aurait pu penser il y a trois mois que le comportement des

multinationales susciterait un tel dégoût. La CGT a marqué des points auprès des salariés et retraités dans cette période.

C'est ce qui a motivé la campagne que nous avons lancée tant au plan national que départemental et qui s'intitule : « Le jour d'après je veux : ».

Nous avons l'ambition de construire des repères revendicatifs départementaux à partir des besoins sociaux sur les territoires. Chaque adhérent de la CGT est en capacité de formuler ces besoins sociaux en fonction de son vécu sans se censurer au préalable. C'est la participation massive à ce processus de construction qui permettra d'engager les actions locales porteuses de progrès pour notre vie de tous les jours.

A VOS PLUMES.

Les expressions de chacun sont à faire remonter auprès de chaque section syndicale qui les fera suivre à l'USR.

Patrick Fresne



Les brèves.....les brèves.....les brèves.....les brèves.....les brèves

Mars 2020

05 Abandon des poursuites envers le cheminot de Saint Pierre accusé d'avoir volé du matériel de sécurité.

09 Grève EHPAD de Fondettes (FO).

Météo France L'hiver 2019+2020 a été le plus chaud et le plus venté depuis qu'existent les statistiques météo.

11 Appel à la grève à la NR / emplois.

16 Diffusion du Lien des retraités CGT 37.

17 Confinement général
La collecte d'informations sociales locales devient difficile. La presse locale ne relaie pas les communications syndicales. Si la CE de l'UD se réunit chaque semaine en visio conférence et le Conseil départemental de l'USR chaque mois, les

informations remontent difficilement. La rubrique est donc moins fournie qu'habituellement. Pourtant on ne peut pas dire qu'il ne s'est rien passé.

20 Lancement par l'USR de l'initiative « Garder le contact et construire les repères revendicatifs territoriaux ».

23 Un tourangeau parmi les 600 médecins qui portent plainte contre E Philippe et A Buzyn pour mise en danger de la population.

26 L'État refuse l'aide du Laboratoire de Touraine pour le dépistage.

Avril 2020

11 Aggravation de la situation dans les EHPAD de Tours (les Varennes et Le Parc).

14 Courrier de l'intersyndicale des retraités

d'Indre et Loire à la préfète sur la crise sanitaire.

17 Conférence de presse de l'UD CGT 37. La NR décline l'invitation.

21 L'évêque de Tours bénit la ville en présence de quelques élus.

La ville de Tours annonce la distribution de masques de fabrication artisanale pour les plus de 65 ans.

24 L'USR CGT 37 sort un tract : « Non les retraités ne doivent pas être la variable d'ajustement de la sortie de crise ».

26 Communiqué de presse des syndicats du CHU de Tours.

27 Lettre ouverte de l'UD CGT 37 à la Nouvelle République.

Mai 2020

1 Initiatives diverses de la CGT sur le département malgré le confinement.

9 La CPAM 37 met en place une brigade santé pour tracer les malades et leurs contacts.

11 Fin du confinement

12 Inquiétudes sur l'emploi chez SKF et Mécachrome

19 La presse locale annonce que Macron sera à nouveau invité en Touraine.

22 Un foyer de contamination à la cité universitaire de Grandmont.

25 Synthron (Chimie Château Renault) à nouveau devant la justice pour manquements à la sécurité

25 Grève dans les EHPAD du groupe Korian (FO).

27 Tours Initiative intersyndicale autour du Champ Girault.

28 Plan de sauvegarde Mécachrome Amboise (110 millions).

Chômage 37 : +28,5 % en avril.

Le lien des retraités d'Indre et Loire

Juin 1936 : La semaine de 40h et les 1^{er} congés payés

Dans la nuit du 7 au 8 juin 1936, étaient signés les accords de Matignon entre le président du Conseil Léon Blum, la CGT et la Confédération générale du patronat français (ancêtre du MEDEF). Deux mesures phare du progrès social sont alors prises : la semaine de quarante heures et les congés payés.

Les congés payés, pas plus que les 40 heures, n'étaient au programme du Front populaire. Les revendications, les grèves et occupations ouvrières qui ont suivi sa victoire aux élections législatives les porteront.

Jusqu'au Front populaire, la semaine de travail n'avait guère de limite et les congés payés étaient un privilège. Pour leurs vacances, la plupart des salariés devaient avoir l'autorisation du patron : pas plus de 8 jours, non rémunérés et sans être sûr de retrouver sa place au retour.

La semaine de 40 h et 2 semaines de repos consécutifs sont arrachées au patronat, pour vivre, s'émanciper, libérer le corps et le temps. Les travailleurs goûtent à cette liberté nouvelle. Une nouvelle vie avec du temps libre.

Les luttes sociales avec l'action syndicale ont fait progresser par étape ces droits jusqu'aux 5 semaines actuelles et à la semaine de 35 h.



Quelques dates

La réduction du temps de travail devient très tôt une revendication syndicale. La journée de douze heures donne lieu à de nombreuses luttes sociales **dès les années 1830.**

La loi de 1919 institue la journée de huit heures, sur la base générale de six jours de travail par semaine.

1925 : le congrès de la CGTU revendique le droit à deux semaines de congés payés.

3 mai 1936 : victoire du Front Populaire aux élections législatives. Léon Blum forme le premier gouvernement socialiste français.

7 juin 1936 : signature des accords de Matignon entre le nouveau Président du conseil, Léon Blum, la Confédération générale du patronat français et la Confédération Générale du Travail. Le projet de loi sur les congés payés et la semaine de 40 h est voté. Pendant la séance, des millions de salariés avaient cessé le travail.

20 et 21 juin 1936 : le Journal Officiel publie la loi instituant la semaine de 40 heures et 15 jours de congés payés annuels. Ces dispositions ne portent pas atteintes aux usages ou aux dispositions des conventions collectives de travail qui assureraient des congés payés de plus longue durée. Cette année-là, 600 000 personnes partent en vacances. Léo Lagrange négocie avec la compagnie de chemin de fer un billet populaire de congés annuel à tarif réduit dont 907 000 personnes bénéficient en 1937.

En 1938, Daladier promulgue un décret autorisant la semaine de quarante-huit heures pour trois ans.

Entre 1940 et 1943, le régime de Vichy porte à 60 heures la durée maximale du travail, ouvrant la voie à un net allongement de sa durée effective.

La loi de 1946 rétablit les 40 heures hebdomadaires.

1956 : les grèves et l'occupation de 1955 chez Renault Billancourt ouvrent la voie à la 3^{ème} semaine de congés payés avec la loi du 27 mars 1956.

1969 : la quatrième semaine de vacances est arrachée en avril 1963 après 35 jours de grève aux Charbonnages de France. Alors qu'elle était incluse dans quelques accords de branche, il a fallu attendre 1969 pour sa généralisation. Elle est votée sous George Pompidou avec la loi du 27 mars.

1982 : l'ordonnance du 13 janvier 1982 met en place la cinquième semaine de vacances. La durée légale du travail passe à 39 heures par semaine, sans perte de salaire.

13 juin 1998 : vote de la première loi sur les 35 heures, dite "loi Aubry d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail", qui définit les conditions de la RTT obligatoire en incitant à la signature d'accords de branche.

Entre le 5 et le 15 décembre 1999 : vote final de la deuxième loi Aubry par les députés en dernière lecture.

1er janvier 2000 : les entreprises de plus de 20 salariés doivent appliquer les 35 heures.

1er janvier 2002 : passage aux 35 heures pour les entreprises de moins de 20 salariés.

2003 : réforme Fillon-Raffarin. 1er coup porté aux 35 heures.

2015 : La CGT revendique la semaine de 32 heures : « *Travailler moins, travailler mieux, travailler toutes et tous !* »

Avril 2020 : « *Il faudra bien se poser tôt ou tard la question du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise économique* »

Geoffroy Roux de Bézieux, président du MEDEF.

Aujourd'hui, la loi d'urgence sanitaire met à mal nos conquits sociaux notamment sur le temps de travail et les congés payés.

Ayant fait de la reprise économique une priorité absolue, le gouvernement donne carte blanche aux entreprises et beaucoup en profitent pour ressortir des placards la destruction de nos conquits sociaux.

Cela démontre que rien n'est acquis et que le progrès social doit être un combat permanent.

Isabelle DAVID

(Source : La bataille du temps, Jean-Claude Poitou ; les 35 heures en 35 questions, Laurent Mossino - VO Editions)

Le lien des retraités d'Indre et Loire

Le programme du CNR : des idées toujours neuves plus que jamais d'actualité

Les déclarations du Président de la République, au-delà des postures politiques et de la grave crise sanitaire dont il a la gestion en responsabilité, nous interrogent quant à leurs références. En effet, « union nationale », « retrouver les jours heureux », etc. ...



Tout cela, pour les plus anciens d'entre nous évoque, la libération en 1945 et le retour à la paix. Il est vrai qu'il avait annoncé le début du confinement comme une entrée en guerre. Alors qu'il annonce le déconfinement avec des accents gaullois peut sembler cohérent. Mais afin de n'être pas tout à fait dupe des mots et des discours rappelons ici en quelques mots ce que fut réellement le monde de l'après guerre.

Il faut pour cela se remémorer le travail de la résistance française face à l'occupant nazi dans toutes ses composantes politiques et syndicales (à l'époque n'existaient que la CGT et la CFTC). Ces différents groupements, partis politiques et syndicats vont s'unir grâce au travail notamment de Jean Moulin et cela va conduire à la création du CNR (Conseil National de la Résistance).

Son autorité sur toute la résistance française fût affirmée lors de la réunion clandestine du 27 mai 1943. Ce CNR va rassembler tout l'échiquier syndical et politique français à l'exception bien sûr de ceux qui avaient fait allégeance à Pétain et des partisans du gouvernement de Vichy.

Le CNR hormis son travail de coordination de la lutte de la Résistance va aussi préparer le retour à la liberté et dans son programme d'action adopté à l'unanimité le 15 mars 1944, programme dans lequel il va décliner les mesures qu'il préconise à la libération du territoire.

En voici quelques unes concernant les réformes indispensables :

Sur le plan économique :

- *L'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie.*
- *Le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques.*

Sur le plan social :

- *Un réajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine.*
- *La reconstitution, dans les libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale.*
- *Un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, la gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat.*
- *Une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours.*
- *La possibilité effective pour tous les enfants de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelque soit la situation de fortune de leurs parents...*

Voilà quelques unes des mesures proposées par le CNR. Dont un bon nombre vont être reprises par le gouvernement provisoire de 1945 présidé par le Général de Gaulle où vont siéger des ministres communistes issus du monde ouvrier.

C'est ainsi que verront le jour : la Sécurité Sociale, les nationalisations des banques, la création d'EDF-GDF, la création des Comités d'entreprises, etc. Et tout cela dans un pays complètement ruiné et dévasté par la guerre. Alors si notre Président sous-entend la même chose dans ses propos ! Allons-y d'autant que la France d'aujourd'hui est bien plus riche qu'en 1945. On doit pouvoir faire beaucoup mieux.



En attendant, au sortir de ce déconfinement, nos camarades peuvent s'en inspirer largement pour nourrir leurs cahiers de revendications, les bonnes idées ne meurent jamais.

Collectif IHS-CGT 37

Martine Marie, Christian Faucompré



En France. Macron a développé un discours hypocrite allant même jusqu'à évoquer les « *jours heureux* » du programme du CNR dont il s'est toujours employé à détruire les acquis. Même si la réforme du chômage et celle des retraites ont été suspendues (provisoirement), ses actes, comme la Loi d'urgence qui rend possible la prolongation du temps de travail selon l'arbitraire patronal, comme la concertation engagée avec le MEDEF, la CFDT et les économistes libéraux à propos de la Santé, démontrent que c'est au Travail qu'il entend faire payer le coût de la crise.

Le lien des retraités d'Indre et Loire

ET MAINTENANT QUELLES PERSPECTIVES ? (suite)

Travailler plus, gagner moins, prendre tous les risques, courber la tête et en prime faire la charité. C'est ça le « nouveau monde » ?



Dans ce contexte, les salariés en retraite ont toutes les chances de ne pas être épargnés. Encore une fois, l'exemple grec ne doit jamais être oublié. C'est une baisse de 40 % des pensions qui, au nom de la dette à régler, a été appliquée sous le diktat de la Troïka. Va t on se laisser tondre ?

Que devons-nous donc faire et comment ?

D'abord ne pas laisser l'oubli s'installer et les discours révisionnistes, comme ceux qu'on entend sur les chaînes d'information ou à l'Institut Montaigne, s'imposer insidieusement.

Ce ne sont pas les terrains de lutte qui vont nous manquer : Salaires et pensions. Sécurité Sociale. Services publics. Industrie. Fiscalité. Libertés démocratiques. Appropriation des richesses. Question de la Paix...

Il nous faudra combiner les batailles défensives contre toutes les mesures

visant à nous faire payer la crise avec les batailles offensives parce que, sans transformation sociale fondamentale, nous sommes condamnés à toujours revivre les mêmes cauchemars.

Nous aurons également à combiner les luttes nationales et les luttes locales à partir desquelles nous pourrions entraîner davantage de salariés actifs, au chômage ou en retraite avec nous pour inverser le rapport de forces.



Nous devons donc renforcer notre travail syndical, renforcer nos liens, élever notre capacité critique, recenser les besoins à satisfaire, revendiquer, mener des actions sous toutes les formes possibles...

Avoir une CGT forte est la condition d'une unité intersyndicale forte ouvrant la possibilité d'autres alliances sans pour autant se renier.

Les perspectives sont donc nombreuses mais pas hors de portée si nous les approchons avec méthode et conviction, le terreau est là. La preuve :

la CGT a gagné des adhérents pendant le confinement.

Tout de suite, nous revendiquons :

*L'abrogation de la Loi d'urgence

*Des masques gratuits et protecteurs pour tous, un dépistage massif de l'ensemble de la population,

*La suppression de la CSG,

*Un plan « grand âge » annoncé depuis la canicule de 2003 mais repoussé sans cesse,

*L'augmentation des pensions et retraites avec un minimum de 1800 euros,

*La création de 200 000 emplois qualifiés en EPHAD plus 100 000 pour l'aide à domicile et 100 000 à l'hôpital avec les matériels nécessaires,

*L'augmentation du taux d'intérêt du livret A au minimum un demi-point supérieur à l'inflation (soit 2,1% en 2019 au lieu de 0,75% et 0,5% actuellement), la centralisation à 100% à la Caisse des Dépôts et Consignation pour financer le logement social y compris pour les retraités,

*Une prise en charge de la santé et de la perte d'autonomie 100% SECU via sa branche maladie,

*Un grand service public de Santé et d'Action Sociale.

Hervé Rigault

CECILE ROL-TANGUY NOUS A QUITTE LE 8 MAI 2020

L'histoire a parfois des coïncidences étonnantes. Cécile fut la secrétaire puis l'épouse d'Henri Rol-Tanguy. C'est elle qui tapa l'ordre d'insurrection de Paris qui conduisit à la capitulation de l'armée allemande à Paris. Cette insurrection sauva de nombreuses vies humaines et préserva Paris de la destruction programmée par l'occupant.

Ce sont des gens comme ça, des camarades de la CGT et du parti communiste français qui font les « jours heureux » et non les valets de la finance qui en cette période de crise ne rêvent que d'une chose : anéantir

les conquies du conseil national de la résistance.

Cécile œuvra toute sa vie à la préservation de la mémoire de ces moments où le tragique de la situation, la privation de liberté n'empêchèrent pas que des citoyens qu'on appelle souvent ordinaires et qu'on nommerait aujourd'hui les premiers de corvée s'élèvent et renversent dans des conditions de répression qu'on n'a du mal à imaginer l'opresseur nazi.

Son combat, celui de toute une vie doit aujourd'hui être poursuivi, certes dans des conditions différentes pour que vive l'espoir de ces camarades : « **Plus jamais ça** ».

Patrick Fresne

Vie nouvelle

MAGAZINE DE L'UNION CONFÉDÉRALE DES RETRAITÉS CGT

C'est comme ça qu'il faut concevoir l'activité de la section des retraités. En bonne diffusée, elle ne manquera pas d'être lue. J'adore Francesco S. Illustré par le dessin

13€



Le magazine qui vous déride



www.ucr.cgt.fr

Le lien des retraités d'Indre et Loire

Sport/culture/loisirs

Mon ami Jean Christophe JOLI a publié 55 poèmes tous les jours du confinement. J'ai retenu celui-ci qui m'a profondément touché. Je le dédie à toutes les femmes avec une pensée très chère à nos enfants et petits enfants

Michel PINEAU

Lettre d'une mère arabe à son fils -
Maram al-Masri



Maram al-Masri, née en Syrie en 1962, suit ses études en Syrie puis en Angleterre. Elle s'exile en 1982 et s'installe à Paris. Depuis 2003, elle écrit « Les Âmes aux pieds nus », « Cerise rouge sur un carrelage blanc », « Je te regarde », « Je te menace d'une colombe blanche », « Par la fontaine de ma bouche », « La robe froissée », « Elle va nue la liberté », « Le Rapt », « Métro-poèmes ».

Maram al-Masri propose une écriture faite à la fois de lyrisme et de simplicité, percutante, motivante, mobilisatrice. Les femmes victimes de violence, les réalités sociales et la misère, la guerre en Syrie, le temps qui passe, la vieillesse, l'enfant enlevé par un de ses parents, le droit au bonheur des enfants, l'amour, la douleur, la liberté, la paix sont autant de thèmes qui traversent son œuvre.

Maram al-Masri est Ambassadrice du Secours Populaire et investie contre la violence faite aux femmes.

L'écriture de Maram al-Masri est un acte militant sincère et nécessaire

comme le chantait Jean Ferrat : « Il se peut que je vous déplaise / En peignant la réalité / Mais si j'en prends trop à mon aise / Je n'ai pas à m'en excuser / Le monde ouvert à ma fenêtre / Que je referme ou non l'auvent / S'il continue de m'apparaître / Comment puis-je faire autrement ? / Je ne chante pas pour passer le temps ».

Le poème "Lettre d'une mère arabe à son fils" est issu du recueil "La robe froissée" paru aux éditions Bruno Doucey.

LETTRE D'UNE MÈRE ARABE À SON FILS

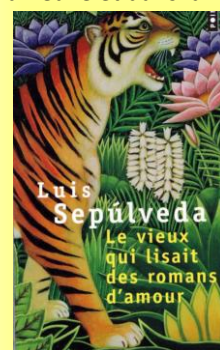
*La liberté est un cri
l'explosion d'une corde dans une
poitrine qui n'en peut plus.
La liberté est la maîtresse de la force
la Belle des belles déesse de la sagesse
car le monde devient sourd aux cris
des mères
car le monde ne prend plus dans ses
bras la gazelle blessée
qui a fui la balle du chasseur car il y
a entre nous, mon fils,
des montagnes des mers des vents
et des nuits sans couleurs
rythmées de peur et d'espoir
Mon fils, sois la goutte d'eau
qui formera la vague avec les autres
gouttes qui nettoiera la côte du
monde
et adoucira le rocher pointu.
Mon fils, sois le souffle qui s'unira à
l'air pour que la tempête arrache les
racines de l'injustice
Sois l'étincelle dans la lumière,
que le soleil de la liberté illumine ton
pays.
Ta vie m'est chère...
comme celle des enfants de toutes
les mères
je te dédie, mon fils, à la liberté*

Le vieux qui lisait des romans d'amour

Le romancier Chilien Luis Sepúlveda est mort de ce virus qui nous a gâché ce beau printemps.

C'est lui qui a écrit : « *Le vieux qui lisait des romans d'amour* ». Lisez ou relisez-le. Je vous assure un voyage dans la forêt amazonienne pour 5, 90 euros.

Ce roman très court est rempli de descriptions sur le fleuve, sur les bords du fleuve et dans la forêt.



Il anime nos neurones, notre imaginaire et nous partons pour l'aventure avec les hommes, les femmes, les bêtes et les plantes avec en prime l'amour et la nature.

Nous sommes complètement dans le récit réjouissant.

Oui, le vieux, le personnage principal Antonio José Bolívar « possédait l'antidote contre le redoutable venin de la vieillesse. Il savait lire ». Nous aussi, nous avons cette chance, alors profitons-en!

En même temps, ce livre permet de rêver intelligemment à un autre monde, une autre façon de vivre. Nous en avons besoin, nous ne pouvons ni nous ressourcer ni militer sans cela.

Pour connaître cet immense écrivain, réécoutez sur France Inter, l'Humeur vagabonde du Jeudi 21 Mai 2015. Martine Marie

Soutien de la CGT d'Indre-et-Loire à Ohé du Bateau

Suite à la fermeture de la salle de spectacle « Le Bateau Ivre » en 2010, un collectif s'est construit en vue de racheter et faire vivre ce lieu culturel bien connu des tourangelles et tourangeaux. Ce collectif est composé de divers acteurs de la culture en Touraine. Après une période de réflexion, d'action et de communication, c'est en 2016 que s'est créée la SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif).

Elle associe salariés, usagers, collectivités publiques et entreprises.

Afin de soutenir la culture en Touraine et cette démarche coopérative, la CGT d'Indre-et-Loire est devenue sociétaire de la SCIC « Ohé du Bateau » en prenant une souscription de 4 parts.

La création de cette SCIC est une situation unique en France, car elle devient la plus grande coopérative culturelle du type, dotée de ses 1564 premiers sociétaires (1415 citoyens, 116 associations, 32 entreprises et 1 collectivité).

Le 14 décembre 2017, la coopérative rachète le Bateau Ivre cédé par la SEMIVIT. Les travaux peuvent commencer pour une nouvelle salle. La réouverture prévue en avril 2020 a dû être reportée à cause de la crise sanitaire.

Stéphane Deplobin